

Un problème pour l'OUA

La disparition du chef de l'Etat guinéen, qui devait être le prochain président en exercice de l'OUA, risque de créer de nouvelles difficultés au sein de cette organisation déjà déchirée par le conflit du Sahara

bauxite, le tiers des réserves mondiales. Le flirt avec l'URSS devait être très court, mais Sékou, s'il avait besoin qu'on l'instruise, en aura tiré toutes sortes de leçons staliennes : myriade de complots, des instituteurs, des « blouses blanches », des Peulhs, etc., tous nourrissant un goulag abominable que cinq ambassadeurs américains auront eu l'honneur de dénoncer dans une déclaration commune, après avoir eu le déshonneur de se taire.

On épiloguera longtemps sur les circonstances et les conséquences du « non » lancé à de Gaulle. On dira, comme on l'a fait pour Castro, que l'expulsion de tutelle était la véritable responsable d'une radicalisation et d'une démesure abominables. Frappons-nous la coule mes frères, mais constatons que tout ce qui a suivi justifiait Paris, qu'une coupure brutale a servi de garde-fou à l'Afrique francophone tout entière et qu'une opération Barracuda eut été infiniment plus nécessaire à Conakry en 1960 qu'à Bangui vingt ans plus tard.

Le problème pour Giscard d'Estaing en 1978, quand il effectue la première visite d'un président de la République française à la Guinée indépendante, est évidemment tout à fait différent. Il poursuit trois objectifs. Primo : conforter la réconciliation qu'on pensait encore fragile entre Sékou Touré d'une part, et ses voisins ivoiriens et sénégalais d'autre part. Secundo : apaiser la perpétuelle paranoïa de son hôte. Tertio : récupérer les francophones « perdus » pendant l'ère gaulliste, ce qui devait le conduire aussi, mais dans des conditions moins spectaculaires, à Bamako, à Tunis et à Rabat.

On saura gré à Valéry Giscard d'Estaing d'avoir contribué à la dédramatisation de la situation guinéenne. D'autres l'avaient fait avant lui, les femmes du parti unique, le PDG (Parti démocratique de Guinée), qui avaient littéralement montré leur cul à Sékou et avaient trouvé le courage de lui jeter des pierres, tant elles étaient exaspérées par un climat d'immense pénurie et de terreur. Le tyranneau fut frappé que la gent féminine qu'il avait toujours adorée, voire portée au pouvoir, le jette brutalement aux orties.

Entre-temps, vint le congrès du PS à Nantes. Un Guinéen de nationalité française, comme cela arrive souvent et justement, M. James Soumah, parvint à faire passer une motion condamnant les horreurs de Conakry. Sékou avait de bonnes raisons (entre autres financières) de ne pas en revenir. Du coup, dans sa bouche, le PS va devenir « le parti de la souillure française ». Mitterrand qui n'en pouvait mais avait remplacé Foccard.

De la « souillure » à la « modération »

L'un et l'autre ne s'en portent pas plus mal. Foccard, oh miracle ! s'est rendu à Conakry à la fin de l'année dernière. Quant à Mitterrand, il recevait le bourreau à l'Elysée dès septembre 1982. La souillure était oubliée. Raison d'Etat oblige. On peut l'expliquer. Sékou, d'abord, s'était calmé. Il tuait beaucoup moins. Une sorte de gentlemen's agreement, si l'on peut dire, s'était instituée entre lui et ses concitoyens : lui jacassait, eux faisaient leurs petites affaires. Plus question

de police économique, plus de raison de respecter cette monnaie absurde, inexistante qui s'appelle le sily (l'éléphant). Depuis trois ans, le trafic est universel et officiel à Conakry. Ensuite, il y a « la route infinie de l'Histoire », comme on a baptisé ce petit bout d'auto-route ridicule qui relie une capitale en ruines — l'UNESCO devrait la classer — à son aéroport encombré d'épaves.

« La route infinie » c'était, pour Sékou, l'espoir d'être président de l'Organisation de l'unité africaine cette année. Les « modérés » l'avaient élu, croyant naïvement que sa réputation de « progressiste » leur porterait chance. On aura même vu en octobre dernier, fait sans précédent, le doyen d'âge, Houphouët Boigny, s'effacer à la conférence franco-africaine de Vittel, présentant Sékou comme le doyen des chefs d'Etat, ce qui est malheureusement exact. Le Guinéen avait changé. Il était rentré dans la tendresse de son père. Il profitait de ses très anciennes amitiés avec la dynastie Alaouite et, par là, de ses incertaines amitiés arabes. Il était, croyait-on, le parfait anti-Kadhafi et le super anti-Mengistu. Allah a dit non.

La suite est difficile à prédire : le plus probable est que la bande de brigands qui gouvernent à Conakry ne voudra pas lâcher la rampe, soupçonnant que la vindicte populaire sera à la mesure de ses crimes. On parle du Premier ministre Béavogui qui est vieux et qui n'a jamais été qu'une potiche vicieuse. On parle surtout d'Ismaël Touré, aussi cruel que son parent, et de surcroît, affairiste. Peut-être en serait-il mieux ainsi : la dictature et le crime sont mieux supportés dans la prospérité. De toute façon, il faudra des années pour rétablir en Guinée un minimum d'Etat.

Sékou Touré aura fait tout le mal possible. Assassin, il a cassé sa nation et mis en place un système qu'il sera très difficile de détruire. Repenti, il trouve le moyen de crever à un moment où il pouvait être utile à quelque chose. Prions tout de même pour lui.

J.-M. K.

● La mort soudaine de M. Ahmed Sékou Touré, lundi soir aux Etats-Unis, à la suite d'une crise cardiaque, aura privé le chef de l'Etat guinéen de l'honneur d'accéder à la présidence de l'OUA, pour laquelle il avait déployé depuis quelques semaines de très grands efforts.

Le président guinéen cherchait à sauver le 20^e sommet de l'Organisation de l'unité africaine prévu à Conakry en mai prochain, et dont la tenue est compromise par l'affaire du Sahara occidental. Il s'était rendu récemment à Rabat et à Alger afin d'essayer de trouver, sinon une solution-miracle à cette affaire qui divise les cinquante pays membres, du moins un compromis concernant la participation ou non de la RASD (République arabe sahraouie démocratique) au sommet de Conakry.

Soutenue par l'Algérie contre le Maroc qui lui conteste sa qualité d'Etat souverain, la RASD était soi-disant devenue en février 1982 le 51^e membre de l'OUA, sa candidature ayant recueilli l'appui de 26 Etats membres. Une vingtaine d'autres pays membres, en majorité francophones modérés et parmi lesquels figure la Guinée, soutiennent le Maroc et, disposant d'une minorité de blocage, contestent la validité de cette admission.

La mort de Diallo Telli

Tous ces pays, en revanche, ont accepté le principe de l'organisation d'un référendum d'autodétermination sur le territoire de l'ancien Sahara espagnol, mais Rabat, qui l'accepte aussi, se refuse à toute négociation directe avec les Sahraouis.

De la lutte « contre le colonialisme et l'impérialisme » du début des années 60 à l'isolationnisme du début des années 70, entraîné par la peur du « complot permanent » et jusqu'à la récente période de « modération », le président Sékou Touré s'est toujours voulu le champion de l'indépendance de l'Afrique. Mais les arrestations d'opposants accusés de « comploter », et en particulier celle de l'ancien secrétaire général de l'OUA Diallo Telli, mort en prison, ont souvent terni son image et embarrassé certains de ses partenaires, en particulier les autorités françaises. Il avait cependant conservé en Afrique, où les régimes autoritaires sont fréquents, une stature exceptionnelle pour avoir osé dire « non » au général de Gaulle en 1958 et réclamer l'indépendance immédiate de son pays.

Après une absence de 13 ans — sa dernière participation à un sommet de l'OUA remontait à 1965 à Accra, aux côtés d'un autre champion du « progressisme » africain, Kwame N'Krumah, renversé l'année suivante — le président Sekou Touré avait repris sa place parmi ses pairs africains à Khartoum en 1978. Cette réapparition faisait suite à la normalisation des relations de la Guinée avec ses voisins, la Côte-d'Ivoire et le Sénégal, officialisée en mars 1978 à Monrovia, au Liberia, par une réunion au sommet entre Sékou Touré, Félix Houphouët-Boigny et Léopold Sédar Senghor.

Depuis cette date, le président guinéen s'était rapproché du groupe des Etats africains appelés « modérés » en raison de leurs alliances avec les pays occidentaux, prenant lui-même ses distances par rapport à ses anciens alliés

marxistes — notamment l'Union soviétique. Il avait également développé d'étroites relations avec les pays arabes modérés, notamment l'Arabie Saoudite. Il était progressivement devenu le chef de file de ce groupe, participant à de nombreux comités de médiation ou de bons offices de l'OUA, en particulier le comité de

mise en œuvre de la résolution sur le référendum au Sahara occidental.

Les partisans de la RASD lui avaient d'ailleurs reproché de pencher en faveur des thèses marocaines même si, dans le souci d'avoir « son sommet », il se défendait de tout parti pris, se déclarant avant tout soucieux de trouver une solution à ce problème.

Une succession difficile



M. Lansana Beavogui devrait logiquement succéder à M. Sékou Touré.

La Constitution guinéenne, adoptée le 10 novembre 1958, prévoit qu'en cas de vacance de la présidence, « le gouvernement révolutionnaire reste en fonction pour expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection d'un nouveau chef d'Etat dans un délai maximum de 45 jours ».

C'est donc le gouvernement dans son ensemble qui assure l'intérim de la présidence, la Constitution ne faisant pas mention du Premier ministre, fonction créée en avril 1972, et confiée à M. Lansana Beavogui, qui est par ailleurs secrétaire général adjoint du Parti démocratique de Guinée.

La réalité du pouvoir est concentrée entre les mains du Parti démocratique de Guinée, promu « parti-Etat » en 1978.

Le communiqué annonçant le décès du président Sékou Touré émanait du bureau politique national du PDG qui s'est réuni la nuit dernière, sous la présidence de M. Beavogui, Premier ministre, selon Radio-Conakry, captée à Dakar.

M. Lansana Beavogui, qui devrait logiquement succéder à M. Sékou Touré, est âgé de 61 ans. Il a toujours été considéré comme un des plus fidèles partisans du président défunt.

Premier ministre depuis la création de ce poste en 1972, M. Beavogui est né à Macenta, près de la frontière libérienne. Après des études de médecine à Dakar, il regagne la Guinée, où il exerce dans le sud du pays, avant d'être élu maire de Kissidougou, dans le sud-ouest, en 1954.

Député à l'Assemblée nationale française en janvier 56, avec Sékou Touré, il est nommé ministre du Commerce, de l'Industrie et des Mines, en 1957. En 1958, il prend le portefeuille des Affaires étrangères qu'il détient pendant huit ans.

Connu pour ses sympathies pro-soviétiques, il propose en 1961 l'admission de la Chine aux Nations unies. Le 29 octobre 1966, lors d'une escale à Accra (Ghana), en se rendant à la conférence de l'OUA d'Addis-Abeba, il est arrêté, ainsi que la délégation guinéenne, à la suite de la détention d'étudiants ghanéens en Guinée. Il est libéré une semaine plus tard.

Ministre de l'Economie pendant trois ans (1969 à 1972), il se voit confier, le 24 avril 1972, la charge de Premier ministre nouvellement créée. Secrétaire général adjoint du Parti démocratique de Guinée, M. Beavogui est également, depuis 1979, ministre du Plan et des Statistiques.

Les grandes dates du « règne »

Les principaux événements de la vie du président Ahmed Sékou Touré sont étroitement liés à l'histoire de la Guinée, avant et après son accession à l'indépendance, en 1958.

9 janvier 1922 : naissance de Sékou Touré à Faranah (centre du pays).

1947 : Sékou Touré fonde le Parti démocratique de Guinée — section guinéenne du RDA (Rassemblement démocratique africain) fondé par Houphouët-Boigny.

22 novembre 1957 : Sékou Touré devient vice-président du RDA.

28 septembre 1958 : la Guinée vote « non » au référendum instituant une « Communauté » franco-africaine, proposée par le général de Gaulle.

2 octobre 1958 : proclamation de l'indépendance. Admission de la Guinée à l'ONU le 12 décembre suivant.

27 janvier 1961 : élection de Sékou Touré à la présidence de la République.

22 novembre 1965 : rupture des relations diplomatiques avec Paris après la mise en cause de la France dans un complot contre le régime guinéen.

2 mars 1966 : Sékou Touré accueille l'ancien président du Ghana Kwame Nkrumah qui vient d'être renversé, avec tous les honneurs dus à un chef d'Etat.

22 novembre 1970 : complot contre Sékou Touré avec le débarquement à Conakry d'exilés guinéens soutenus par des mercenaires portugais. Ce complot est suivi d'une sanglante répression : 91 peines capitales et 66 peines de détention à vie sont prononcées, dont celle de l'archevêque de Conakry, Mgr Tchidimbo (libéré en 1979).

14 juillet 1975 : reprise des relations diplomatiques avec la France après dix ans de rupture. Libération de 18 Français détenus depuis novembre 1970.

18 mars 1978 : à Monrovia (Libéria), Sékou Touré se réconcilie avec les présidents Houphouët-Boigny de Côte-d'Ivoire et Senghor du Sénégal.

20-22 décembre 1978 : visite officielle en Guinée du président Valéry Giscard d'Estaing, la première d'un chef d'Etat français depuis l'indépendance de la Guinée.

14 mai 1982 : le président Sékou Touré est réélu à la présidence pour un quatrième mandat.

16-20 septembre 1982 : première visite officielle en France du président Ahmed Sékou Touré, hôte du président François Mitterrand.

3-4 octobre 1983 : à Vittel (est de la France), Sékou Touré participe pour la première fois à un sommet franco-africain.